

Clémence Bedu

Unité Mixte de Recherche GESTE, GESTion Territoriale de l'Eau et de l'Environnement, ENGEES/Cemagref

Titre de la thèse

Quand une citadelle technique se (sou) met à l'épreuve de l' « impératif délibératif ». Récit et analyse pragmatique d'une procédure de type "mini public" dans le domaine de l'eau potable.

Résumé de thèse

Le travail de thèse s'inscrit dans le cadre d'une convention partenariale entre le *Cemagref* et la communauté urbaine de Nantes Métropole. Cette convention prévoyait notamment d'explorer les conditions de mise en œuvre d'une « *participation active des citoyens-usagers* » à la vie du service public de l'eau potable. Cela s'est concrétisé par la recherche-action *Dem'eau*, « démocratie participative et eau potable », dont l'analyse est l'objet central de la thèse. Initialement centrée sur l'analyse du cheminement et des conditions d'appropriation du schème participatif au sein d'une grande organisation bureaucratique, l'étude s'est progressivement concentrée sur la description pragmatique des procédures de type « mini public » à l'échelle locale de la gouvernance des services urbains.

La **première partie** de cette thèse décrit la construction de l'offre participative et l'exploration de la demande. Elle retrace tout d'abord les origines du projet *Dem'eau*, dont la genèse s'explique tout d'abord par la montée en puissance des démarches participatives et la mise en politique de l'eau potable au niveau global comme local. Des facteurs plus « immédiats », propres aux commanditaires d'une part, et à l'équipe de recherche-action d'autre part (notamment l'option du « jury citoyen ») complètent le paysage généalogique du projet. Le récit des « tribulations » de cette entreprise de laborisation d'une grande organisation bureaucratique nous permet de suivre le cheminement interne de l'innovation participative. Au niveau des conditions de mise en débat public d'un bien à la fois vital et ordinaire comme l'eau potable, les démarches exploratoires montrent que les ressorts de la participation procèdent de ramifications complexes entre consumérisme et citoyenneté.

Une fois campé ce paysage général de l'offre et des « prises » éventuelles de participation dans l'eau potable, la **seconde partie** de la thèse explore le champ procédural des démarches de type « mini public » au niveau local. Un premier panorama des différentes procédures privilégie les exemples contemporains, pour se concentrer ensuite sur les principes d'inclusion et de délibération, « fils rouges » d'une réflexion sur les atouts et limites du dispositif « jury citoyen ». Une étude critique sur un dispositif pionnier de démocratie technique territoriale nous a permis d'appréhender l'expérience vécue par les jurés ainsi que la portée de l'activité d'animation pratiquée dans de telles procédures.

Objet central de cette étude, la **troisième partie** de la thèse est consacrée à l'aboutissement du projet *Dem'eau*, un « atelier citoyen » réalisé en janvier 2009. Elle s'articule en trois temps. On restitue tout d'abord minutieusement les modalités de montage et le déroulement de cet atelier. On analyse ensuite la production collective de cette « communauté débattante ». Pour décrire comment un groupe de jurés profanes produit collectivement une réponse à un tel mandat, on s'est efforcé de poser les bases d'une sociologie pragmatique de l'espace de débat. On a ainsi adopté le script de description suivant : des *protagonistes* lancent des *énoncés* qu'ils *présentent* et *portent* à travers une série d'*épreuves* de *traduction* au sein d'une *communauté débattante*. Pour que leurs énoncés soient éventuellement *relayés*, ces protagonistes peuvent mobiliser des *formes argumentatives* et exploiter des *modes d'engagement* divers. A l'aide de ce lexique, on retrace finement l'*itinéraire* contingent des *recommandations* inscrites dans l'avis citoyen final. On privilégie enfin le point de vue des jurés pour une évaluation critique de l'expérience. La conclusion revient sur les leçons de *Dem'eau* pour la méthodologie de recherche-action et pour la démocratie technique locale.